

DISCUTONS-EN !

Paul BOCCARA
Philippe HERZOG

Lundi 9 mars Philippe Herzog, membre du Bureau politique du P.C.F., directeur de notre revue et Paul Boccara, membre du Comité central, ont présenté devant les journalistes les travaux du Forum organisé par Economie et Politique et l'Humanité.

Après avoir résumé les travaux du Forum dont nous rendons compte par ailleurs, Philippe Herzog et Paul Boccara ont répondu aux questions des journalistes.

Le Matin : Vous n'acceptez pas le jugement d'Edmond Maire, selon lequel la France vit globalement au-dessus de ses moyens ?

Philippe Herzog : Il n'y a pas de surconsommation. Il y a un excès de gâchis du capital. Si je reprends cette notion que la France consomme 103 alors qu'elle produit 100, il convient de porter attention à ne pas choisir des méthodes qui consisteraient à faire passer la consommation de 103 à 100... et la production à 97 ou 96. Dans les « 103 » dépensés pour 100 produits, il y en a

beaucoup plus de 3 qui correspondent à des gâchis capitalistes. En frais financiers, en exportation de capitaux, en gonflement de fortunes, en dilapidations de fonds de toutes sortes. Notre démarche consiste à réduire ces gâchis, à mieux utiliser les ressources correspondantes, à financer recherches, emplois efficaces et productions, et donc à faire monter les « 100 » de production.

Le Matin : Dans une période où il est prévu que globalement le pouvoir d'achat n'augmente pas, sur quelles ressources voulez-vous prélever, si ce n'est des ressources prises sur la consommation ?

Paul Boccara : Il y a un dialogue de sourds. Il n'y a pas que les salaires. Les profits, ça existe, les trésors de guerre des entreprises, les capitaux exportés ça existe. Quand on exporte 60 milliards de capitaux est-ce justifié ? Quand B.S.N. ou Schlumberger possèdent plusieurs milliards de dollars en capitaux liquides avec lesquels ils spéculent contre le franc, est-ce que c'est une bonne utilisation des ressources de la France ? Est-il

interdit de parler de ces ressources ? N'a-t-on le droit que de parler des miettes à partager et non des milliards qui sont gaspillés ? Voilà la question que je vous relance et sur laquelle on ne peut faire le silence ou alors il faut dire que tout cela est faux, que ces milliards ne sont pas sortis de France, que les milliards de B.S.N. ou de Schlumberger n'existent pas.

Le débat est faussé si on ne considère que la masse sala-

riale alors qu'on n'aurait pas le droit de parler de la face cachée de l'iceberg.

Je sais que l'on nous dit aussi que c'est bien d'exporter des capitaux de France, d'investir financièrement à l'étranger, même si ça ne fait pas d'emplois en France et qu'il faut acheter des sociétés dans

Dans une interview parue dans **Le Matin de Paris** du 9 mai, E. Maire insistait notamment sur deux idées : le danger du protectionnisme (« j'ai du mal à me défaire de l'impression forte qu'une tentation protectionniste reste présente dans la gauche française ») et la surconsommation des Français, (« dans quelle situation sommes-nous ? La consommation des Français dépasse la richesse nationale. Il y a une surconsommation de l'ordre de 3 % du produit intérieur »). Philippe Herzog précisait : « ayant lu les déclarations d'E. Maire depuis la tenue de notre réunion, je veux réaffirmer que la volonté de la majorité de coopérer avec les autres peuples est indéniable. Les communistes s'inscrivent dans cette volonté et font des propositions pour qu'elle soit plus efficace et plus ample. Bien entendu coopérer, développer les échanges, cela ne veut pas dire s'aligner dans l'austérité. La notion de surconsommation utilisée par E. Maire me paraît erronée. Réduire la consommation, cela ne peut permettre de résoudre le problème de fond, c'est-à-dire un redressement de notre industrie pour rééquilibrer nos échanges extérieurs, notamment avec les Etats-Unis et la R.F.A. Enfin, je veux dire que sans être partisan du protectionnisme comme en témoignent nos propositions, il faut défendre nos industries, ni plus ni moins que le font les Américains ou les Allemands de l'Ouest ».

tous les pays, parce que dit-on, on a besoin de très grandes dimensions, parce que ce serait bon pour la productivité. En réalité on vise avant tout des dominations financières et commerciales, avec des gaspillages énormes que l'on fait supporter à tous ceux que l'on domine et aux travailleurs. →

On veut développer quelques sociétés multinationales riches en laissant l'ensemble de la France s'enfoncer.

La grande dimension internationale, pour répartir les frais de recherche et de développement, ne peut-elle être obtenue bien mieux et directement par de nouvelles coopérations entre entreprises françaises et avec des entreprises étrangères notamment en s'appuyant sur les différents secteurs publics au niveau de la technologie, de co-productions, etc. ?

Philippe Herzog : Je veux ajouter un élément politique. Chacun constate que les hommes de droite développent la critique de la politique de la gauche.

Nous disons que la politique industrielle est insuffisante. En particulier nous posons les questions de l'utilisation du secteur nationalisé, de la politique financière. Mais les hommes de droite qui ont engendré la situation désastreuse de l'industrie ne partagent pas nos soucis. Ils exercent une pression extraordinaire pour pousser les dirigeants de l'Etat, les gestionnaires des entreprises à continuer selon les mêmes règles que celles des années 70, c'est-à-dire exporter, exporter des capitaux à tout prix,

grossir les grandes sociétés multinationales, rendre plus multinationaux nos groupes publics, investir aux Etats-Unis.

Lionel Stoléru a dit que l'Etat devrait imposer dans les contrats de plan du secteur public des objectifs d'implantation à l'étranger. Ces hommes qui sont fauteurs du déclin industriel nous critiquent sur l'industrie pour mieux pousser des propositions qui nous enfoncent. Ainsi M. Mehaignerie qui établit un parallèle avec l'Angleterre. C'est précisément la politique qu'il préconise qui a été menée en Angleterre et a conduit au déclin industriel de ce pays. Il y a de grandes sociétés multinationales anglaises, la « City » domine financièrement dans le monde entier. Ce modèle anglais de gestion est celui que la droite a développé chez nous en France depuis une dizaine d'années, et ils voudraient qu'on continue aujourd'hui.

La seule façon de ne pas subir cette critique de la droite, c'est d'expliquer comment leurs règles de gestion nous ont enfoncé et comment il faut en changer aujourd'hui. C'est toute notre démarche. Si on ne va pas dans ce sens, la majorité commencera à être en difficulté sur ses résultats industriels.

Le Figaro : Vous en appelez à une « pédagogie de l'effort ». Qu'est-ce que ça signifie ?

Philippe Herzog : Il s'agit d'abord du contenu même de la gestion. Produire français suppose de résoudre toute une série de problèmes très concrets. Produire, pour quels débouchés, pour quelle compétitivité, avec quelles ressources financières ? La pédagogie de l'effort consiste à expliquer comment répondre à ces questions concrètes d'une façon qui ne soit pas la même que celle de la droite et du patronat...

En second lieu, la pédagogie de l'effort consiste à bien le lier aux préoccupations sociales.

Il faut partir des besoins des gens, et non de ceux du capital, en liaison étroite avec les préoccupations quotidiennes des travailleurs de meilleures conditions de vie, de travail plus intéressant, plus riche, de meilleures conditions de travail.

En troisième lieu, l'organisation de l'effort. Elle nécessite une aide. Les médias ont un très grand rôle à jouer pour que se crée un dialogue de gestion. Cela suppose communication, formation ; cela suppose des modalités de concertations beaucoup plus riches.

Le Monde : Vous dites qu'il faut vous appuyer sur le marché intérieur, mais que pensez-vous de l'idée de J. Delors, selon laquelle le marché intérieur c'est l'Europe ?

Philippe Herzog : Les entreprises françaises font bien la diffé-

rences de vente et d'implantation sont prises.

Reprendre appui sur le marché intérieur, est nécessaire parce que la production française est insuffisante par rapport à la poussée excessive des importations.

D'un côté Jacques Delors dit que le marché intérieur c'est l'Europe ; de l'autre côté il a tous les jours et cruellement, à gérer le Franc. Quelle contradiction ! Tous les jours le déséquilibre européen lui retombe dessus. Le Franc est attaqué ou fragile parce qu'il y a des déséquilibres fondamentaux, parmi lesquels ceux de la France envers la R.F.A. Cela dit ces déclarations de J. Delors me paraissent anciennes.

Le Monde : Après la dévaluation il les a reprises.

Philippe Herzog : Et pourtant il y a des transferts de la France vers la R.F.A. en raison de son déficit commercial accentué par les mouvements de prix.

On dit souvent que les différences d'inflation expliquent les déficits des échanges alors que pour une part croissante ce sont ces déficits qui expliquent les différences d'inflation. De très bons économistes tels J. Denizet disent cela, et rejoignent notre point de vue. A chaque dévaluation on assiste à une montée des coûts des produits importés, à une indexation des prix des produits intérieurs sur les coûts des produits importés, à une indexation des taux d'intérêt sur les prix, à des provisions en tout genre accrues. Tout ceci contribue à alimenter l'inflation. Evidemment il y a d'autres causes, mais dans la situation actuelle, le déficit extérieur lié à l'insuffisance de la production et aux transferts de ressources à l'étranger explique pour une large part les différences d'inflation.

Paul Boccard : On ne sortira pas de cette crise sans transformations profondes. Mais on ne voit pas à quel point il y a un certain nombre de dogmes qui pèsent sur la culture et sur la politique économique actuelle et que les médias véhiculent.

Chaque fois qu'il y a une crise

de structure, comme dans l'entre-deux guerres, des dogmes ont pesé sur la politique économique empêchant de sortir de la crise.

Par exemple développer l'intervention de l'Etat était considéré comme très dangereux. Même des conservateurs comme Keynes ont dû dire qu'il fallait abandonner ce dogme même si le but était de sauver le capitalisme.

Actuellement il y a un très grand nombre de dogmes qui pèsent sur la politique économique. On veut sortir d'une crise profonde en gardant les mêmes idées qui ont conduit à la crise.

Par exemple, le dogme selon lequel il faut exporter toujours davantage et à toute force est un dogme dont on ne discute pas. Et pourtant comment tous les pays pourraient-ils exporter plus qu'ils n'importent ? C'est impossible par définition et ça pousse à développer les déséquilibres.

Pourquoi les média n'en discutent-ils pas ?

Se spécialiser sur quelques créneaux pour exporter et favoriser avant tout les productions correspondantes conduit à défavoriser les autres productions et à lâcher de plus en plus devant les importations dans ces dernières productions.

Nous avons commencé à faire avancer les idées sur cette question des excès d'importation. En 1977 lorsque nous parlions de cela nous étions isolés. Pour ma part dès 1977 dans le livre « Changer l'Economie » j'avais montré que notre déficit vis-à-vis de la R.F.A., des Etats-Unis, du Japon et des Pays-Bas dépassait celui du pétrole. Mais à l'époque on expliquait tout par le pétrole. Les choses ont changé depuis. Mais il ne suffit pas de dire : on va lutter contre les importations tout en disant continuons à faire le plus possible pour l'exportation. Cela paraît être le bon sens, mais en réalité c'est une illusion. Il y a une opposition entre les deux priorités, il ne s'agit pas de lâcher les exportations, mais de bien mesurer les contradictions. Par exemple on favorise et même on privilégie les crédits à l'exportation, mais ce sont des sorties de capitaux qui entraînent des déficits de notre balance des paiements.

Nous nous endettons nous-mêmes pour faire des crédits extérieurs et nous endettons démesurément les pays à qui nous exportons à crédit. Où va-t-on ainsi ? Vers des difficultés croissantes de nos exportations et aussi de notre balance des paiements. Si la crise s'approfondit c'est bien parce qu'on continue à faire des choses qui ne vont pas. Il faut changer. La gauche est là pour cela.

Ce qu'il faut ce n'est pas supprimer les crédits à l'exportation, mais les utiliser de façon plus mesurée et responsable. Et aussi aider les pays vers qui nous exportons à nous payer, les aider donc à se développer avec des coopérations équilibrées.

Philippe Herzog : Ces décisions, ces dogmes correspondent à la politique de groupes industriels publics, privés et bancaires. Si les pouvoirs publics peuvent donner l'impulsion, ils ne peuvent changer cela par décret. Mais il faut bien voir la contra-

diction entre les objectifs de la gauche et la gestion quotidienne des groupes. La question que nous posons est que l'on engage un débat ouvert et public partout où ces problèmes se posent. Par exemple, lorsqu'Elf fait des choix stratégiques tels que s'implanter aux Etats-Unis, cela coûte très cher. Ce sont des choix stratégiques considérables dont dépend l'avenir de notre pays. Et c'est du domaine ultra privé, ultra secret. Nous voulons que l'on pose ces questions. Nous ne voulons pas des décrets pour interdire à Elf d'agir. Mais tort ou raison, nous disons : il faut savoir et en débattre publiquement. N'y a-t-il pas d'autres choix ? Il faut que les travailleurs puissent développer des propositions alternatives.

Dans la préparation du IX^e Plan, il y a eu des choses intéressantes mais la pierre d'achoppement est celle-là : comment voulez-vous faire un plan alors que tous les choix stratégiques sont hors du domaine de la planification ? J'ai été frustré.

Le Monde : Cela signifie-t-il que vous êtes plus proches de la position de M. Chevènement que de celle du Président de la République sur l'autonomie de gestion des groupes nationalisés ?

Philippe Herzog : Depuis le début les problèmes des critères d'efficacité dans la gestion des entreprises publiques n'ont pu être posés comme il était nécessaire et comme nous le demandions. Des choses intéressantes ont été faites : les plans sectoriels de la première période, les objectifs de reconquête du marché intérieur et d'emplois. Ensuite le plan électronique, des restructurations associées aux idées de filières. Mais le débat sur les critères n'a pas eu lieu et les résultats sont décevants.

Paul Boccara : Nous sommes pour l'autonomie de gestion. Plus que quiconque sans doute, et plus que nous ne l'avons jamais été. Mais avec quel contenu ? Est-ce qu'il s'agit de l'autonomie de gestion de l'état-major qui accapare tous les pouvoirs ou de l'autonomie de l'entreprise avec tous ses travailleurs ?

Et l'autonomie de gestion c'est aussi celle des idées. Le dogme qui pèse le plus sur notre économie en crise, c'est celui selon

lequel les critères de la rentabilité financière internationale doivent guider toutes les entreprises privées et publiques. Cependant l'autonomie de gestion ne veut pas dire suivre ce dogme que défend de toutes ses forces la droite et que développent les cabinets de « consultants » américains comme le BCG (Boston Consulting Group) qui inspirent même les entreprises publiques françaises. Autonomie de gestion à la française, cela veut dire l'intervention de toutes les catégories de travailleurs, utilisant de nouveaux critères de gestion.

Les nouveaux droits des travailleurs dans les entreprises publiques et privées peuvent être très importants à cet égard.

Ce n'est pas par en haut de façon bureaucratique que l'on changera les critères. Par en haut dans les appareils d'Etat, les idées restent trop conservatrices et en outre elles ne peuvent pas intervenir dans la vie concrète de chaque entreprise. ➔

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Au lieu de faire des empires financiers multinationaux contre l'emploi, au lieu de spéculer sur le dollar, contre le franc, il faut utiliser l'argent pour faire de l'emploi efficace, il faut utiliser les ressources disponibles pour développer la qualification par des dépenses très supérieures de formation, développer la recherche et de nouvelles productions, en recherchant de nouveaux procédés économisant le capital matériel par rapport à la production en se pliant de façon hardie sur des nouvelles technologies et sur de nouvelles coopérations entre entreprises françaises et avec les autres pays.

Nous ne nous contentons pas de sonner le tocsin. Nous sommes dans le feu et nous essayons de faire la chaîne de l'eau, avec l'intervention des tra-

vailleurs sur de nouvelles bases contre les dogmes qui nous tiennent prisonniers, dont nous voulons nous libérer. Nous voulons bâtir des libertés nouvelles.

Philippe Herzog : On impose dans le débat d'idées des dilemmes qui sont de faux dilemmes. Par exemple l'alignement ou le protectionnisme. C'est un faux dilemme. Nous ne voulons ni l'un ni l'autre, mais on peut faire effort de nouvelle croissance et de nouvelle coopération à la fois. Discutons-en. De même le dilemme libéralisme ou dirigisme est faux dilemme. Il faut lier ce que dit F. Mitterrand et ce que dit P. Mauroy, c'est-à-dire « autonomie de gestion » et « citoyen au travail ». Cela veut dire dé-

bat, pluralisme, intervention des travailleurs. Bien entendu les directions prennent les décisions et il y a contrôle a posteriori. Cela veut dire débat sur les résultats et les directions doivent rendre compte sur les résultats. On évoque la question du maintien ou non des dirigeants. Par exemple ces temps-ci la présidence d'Elf. Avant de décider il faut poser la question de l'appréciation des résultats d'Elf au regard des objectifs de la politique nouvelle.

D'autres questions ?

Silence...

Paul Boccara : Les nouveaux droits des travailleurs ça ne vous intéresse pas ?

...Silence.
